

SENATO DELLA REPUBBLICA

XIII LEGISLATURA

N. 3256

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal Ministro degli affari esteri
(DINI)

di concerto col Ministro di grazia e giustizia
(FLICK)

col Ministro del tesoro, del bilancio e della programmazione economica
(CIAMPI)

col Ministro della pubblica istruzione e dell'università
e della ricerca scientifica e tecnologica
(BERLINGUER)

col Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato
(BERSANI)

col Ministro dell'ambiente
(RONCHI)

e col Ministro per le politiche agricole
(PINTO)

COMUNICATO ALLA PRESIDENZA IL 6 MAGGIO 1998

Ratifica ed esecuzione degli Emendamenti al Protocollo di Atene del 1980, relativo alla protezione del Mar Mediterraneo contro l'inquinamento di origine tellurica, con allegati, adottati a Siracusa il 7 marzo 1996

I N D I C E

Relazione	<i>Pag.</i>	3
Disegno di legge	»	4
Testo degli Emendamenti	»	5
Traduzione non ufficiale	»	23

ONOREVOLI SENATORI. – Nella Conferenza dei Plenipotenziari tenutasi a Siracusa dal 3 al 7 marzo 1996 sono stati adottati degli emendamenti al Protocollo contro l'inquinamento di origine tellurica (ratificato ai sensi della legge 5 marzo 1985, n. 128) che possono considerarsi un fatto veramente importante per il Piano d'azione del Mediterraneo poichè mirano ad introdurre misure appropriate per prevenire, ridurre, combattere e controllare l'inquinamento della zona del Mar Mediterraneo.

I punti più importanti del Protocollo sono:

1) l'introduzione del principio del «chi inquina paga» e lo sviluppo di studi sull'impatto ambientale per l'applicazione di tecniche appropriate e disponibili;

2) l'estensione della zona di intervento del Protocollo al bacino idrologico del Mediterraneo;

3) la messa a punto di piani d'azione e di programmi nazionali e regionali contenenti norme e calendari di applicazione;

4) la richiesta alle Parti contraenti di promuovere nuovi sistemi di ispezione o di rafforzare quelli già in possesso delle competenti autorità per sorvegliare e controllare la conformità delle autorizzazioni e delle regole;

5) l'imposizione alle Parti contraenti di informare sulle misure prese, sui risultati

ottenuti e sulle difficoltà incontrate durante i due anni di applicazione del Protocollo;

6) l'introduzione di criteri per la definizione delle misure e delle tecniche più efficaci per l'eliminazione dell'inquinamento.

Nel contenuto, quindi, gli Emendamenti al Protocollo mirano ad introdurre sostanziali e precisi miglioramenti all'attuale regime che, per la sua completa attuazione, formulazione e operatività dei programmi d'azione regionali e nazionali complementari, si potrà realizzare solo con lo sforzo comune delle parti che sono interessate: Parti contraenti, Segretariato ed Istituzioni finanziarie internazionali.

La ratifica del Protocollo rappresenta quindi un passo opportuno nel quadro generale della protezione del Mediterraneo dall'inquinamento.

Poichè gli eventuali oneri connessi ai piani di intervento di cui agli emendamenti relativi agli articoli 5 e 6 del Protocollo si intendono rientranti negli ordinari programmi previsti dalla legislazione vigente in materia ambientale, dall'attuazione del presente provvedimento non derivano nuovi o maggiori oneri a carico del bilancio dello Stato e, pertanto, non si rende necessaria la redazione della relazione tecnica di cui all'articolo 11-ter della legge 5 agosto 1978, n. 468, introdotto dall'articolo 7 della legge 23 agosto 1988, n. 362.

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare gli Emendamenti al Protocollo di Atene del 1980, relativo alla protezione del Mar Mediterraneo contro l'inquinamento di origine tellurica, con allegati, adottati a Siracusa il 7 marzo 1996.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data agli Emendamenti di cui all'articolo 1, a decorrere dalla data della loro entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo 16 del Protocollo di riferimento.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

**AMENDEMENTS AU
PROTOCOLE RELATIF A LA PROTECTION DE LA
MER MEDITERRANEE CONTRE LA POLLUTION
D'ORIGINE TELLURIQUE**

A. TITRE

Le titre du Protocole est modifié comme suit:

PROTOCOLE RELATIF A LA PROTECTION DE LA MER MEDITERRANEE CONTRE LA POLLUTION PROVENANT DE SOURCES ET ACTIVITES SITUÉES A TERRE

B. ALINEAS DU PREAMBULE

Le premier alinéa du préambule du Protocole est modifié comme suit:

Etant Parties à la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution, adoptée à Barcelone le 16 février 1976 et amendée le 10 juin 1995,

Le troisième alinéa du préambule du Protocole est modifié comme suit:

Notant l'accroissement des pressions sur l'environnement résultant des activités humaines dans la zone de la mer Méditerranée, en particulier dans les domaines de l'industrialisation et de l'urbanisation, ainsi que de la croissance saisonnière, liée au tourisme, des populations riveraines,

Le quatrième alinéa du préambule du Protocole est modifié comme suit:

Reconnaissant le danger que fait courir au milieu marin, aux ressources biologiques et à la santé humaine la pollution provenant de sources et activités situées à terre et les problèmes graves qui en résultent dans un grand nombre d'eaux côtières et d'estuaires fluviaux de la Méditerranée, dus essentiellement au rejet de déchets domestiques ou industriels non traités, insuffisamment traités ou évacués de façon inadéquate, contenant des substances toxiques, persistantes et susceptibles de bio-accumulation,

L'alinéa suivant est ajouté et devient le cinquième alinéa du préambule:

Appliquant le principe de précaution et le principe du "pollueur-paye", entretenant l'étude d'impact sur l'environnement et utilisant les meilleures techniques disponibles et la meilleure pratique environnementale y compris les technologies de production propres, ainsi qu'il est prévu à l'article 4 de la Convention,

Le sixième alinéa du préambule du Protocole est modifié comme suit:

Résolues à prendre, en étroite coopération, les mesures nécessaires afin de protéger la mer Méditerranée contre la pollution provenant de sources et activités situées à terre,

L'alinéa suivant est ajouté et devient le septième alinéa du préambule:

Prenant en considération le Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres, adopté à Washington, D.C. le 3 novembre 1995,

C. ARTICLE PREMIER

Un titre est inséré et le texte est modifié comme suit:

DISPOSITIONS GENERALES

Les Parties contractantes au présent Protocole (ci-après dénommées les "Parties") prennent toutes mesures appropriées pour prévenir, réduire, combattre et éliminer dans toute la mesure possible la pollution de la zone de la mer Méditerranée due aux déversements par les fleuves, les établissements côtiers ou les émissaires, ou émanant de toute autre source et activité terrestre située sur leur territoire, priorité étant accordée à l'élimination progressive des apports de substances toxiques, persistantes et susceptibles de bio-accumulation.

D. ARTICLE 2

Un titre est inséré. Les textes des alinéas a) et d) sont modifiés comme suit:

DEFINITIONS

- a) On entend par "Convention" la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution, adoptée à Barcelone le 16 février 1976 et amendée le 10 juin 1995;
- d) On entend par "bassin hydrologique" l'ensemble des bassins versants du territoire des Parties contractantes se déversant dans la zone de la mer Méditerranée délimitée à l'article premier de la Convention.

E. ARTICLE 3

Un titre est inséré et un nouvel alinéa ainsi libellé est ajouté:

ZONE DU PROTOCOLE

- a^{bis}) (Renuméroté b))
- b) Le bassin hydrologique de la zone de la mer Méditerranée;
- L'alinéa b) est renombré c). L'alinéa c) est renombré d) et modifié comme suit:
- d) Les eaux saumâtres, les eaux salées côtières, y compris les étangs et les lagunes côtiers, et les eaux souterraines communiquant avec la mer Méditerranée.

F. ARTICLE 4

Un titre est inséré et les textes des alinéas a) et b), paragraphe 1, sont modifiés comme suit:

APPLICATION DU PROTOCOLE

1. Le présent Protocole s'applique:
 - a) aux rejets provenant de sources et activités terrestres ponctuelles et diffuses situées sur le territoire des Parties contractantes qui peuvent affecter directement ou indirectement la zone de la mer Méditerranée. Ces rejets sont notamment ceux qui atteignent la zone de la Méditerranée définie aux alinéas a), c) et d) de l'article 3 du présent Protocole par dépôts ou déversements effectués sur la côte ou à partir de celle-ci, par l'intermédiaire des fleuves, émissaires, canaux ou autres cours d'eau, y compris les écoulements souterrains, ou du ruissellement, ainsi que par dépôts sous le lit de la mer accessibles à partir de la terre;
 - b) aux apports de substances polluantes transportées par l'atmosphère dans la zone de la mer Méditerranée à partir de sources ou activités situées sur le territoire des Parties contractantes, dans les conditions définies à l'annexe III au présent Protocole.

Le nouveau paragraphe ci-après est ajouté:

3. Les Parties invitent les Etats qui ne sont pas Parties au Protocole mais dont le territoire englobe partiellement le bassin hydrologique de la zone de la mer Méditerranée à coopérer à l'application du Protocole.

G. ARTICLE 5

Un titre est inséré et les textes des paragraphes 1, 2 et 4 sont modifiés comme suit:

OBLIGATIONS GENERALES

1. Les Parties entreprennent d'éliminer la pollution provenant de sources et activités situées à terre et en particulier d'éliminer progressivement les apports des substances toxiques, persistantes et susceptibles de bio-accumulation énumérées à l'annexe I.
2. A cette fin elles élaborent et mettent en œuvre, individuellement ou conjointement selon le cas, des plans d'action et des programmes, nationaux et régionaux, contenant des mesures et des calendriers d'application.

Le paragraphe 3 est supprimé.

4. (Renuméroté 3)

Les priorités et calendriers d'application des plans d'action, programmes et mesures sont adoptés par les Parties en tenant compte des éléments indiqués à l'annexe I et font l'objet de réexamens périodiques.

Les nouveaux paragraphes ci-après sont ajoutés:

4. Lors de l'adoption de plans d'action, programmes et mesures, les Parties tiennent compte, individuellement ou conjointement, des meilleures techniques disponibles et de la meilleure pratique environnementale, y compris, le cas échéant, les technologies de production propres, en prenant en considération les critères énoncés à l'annexe IV.
5. Les Parties prennent des mesures préventives pour réduire au minimum le risque de pollution causée par des accidents.

H. ARTICLE 6

Un titre est inséré et le texte est remplacé par le texte suivant:

SYSTEME D'AUTORISATION OU DE REGLEMENTATION

1. Les rejets de sources ponctuelles dans la zone du Protocole, et les rejets dans l'eau ou les émissions dans l'atmosphère qui atteignent et peuvent affecter la zone de la Méditerranée, telle que délimitée à l'article 3 a), c) et d) du présent Protocole, sont strictement subordonnés à une autorisation ou réglementation de la part des autorités compétentes des Parties, en tenant dûment compte des dispositions du présent Protocole et de son annexe II, ainsi que des décisions ou recommandations pertinentes des réunion des Parties contractantes.

2. A cette fin, les Parties mettent en place des systèmes d'inspection par leurs autorités compétentes en vue d'évaluer le respect des autorisations et réglementations.
3. Les Parties, à leur demande, pourront être aidées par l'Organisation pour établir de nouvelles structures ou renforcer les structures compétentes existantes chargées de contrôler le respect des autorisations et réglementations. Cette aide inclura la formation spéciale du personnel.
4. Les Parties établissent un régime de sanctions appropriées en cas de non-respect des autorisations et réglementations et assurent son application.

I. ARTICLE 7

Un titre est inséré. Les textes de l'alinéa e) du paragraphe 1 et du paragraphe 3 sont modifiés comme suit:

LIGNES DIRECTRICES, NORMES ET CRITERES COMMUNS

1. ..
- e) Les prescriptions particulières visant les quantités rejetées, la concentration dans les effluents et les méthodes de déversement des substances énumérées à l'annexe I.
3. Les plans d'action, programmes et mesures prévus aux articles 5 et 15 du présent Protocole seront adoptés en tenant compte, pour leur mise en application progressive, de la capacité d'adaptation et de reconversion des installations existantes, de la capacité économique des Parties et de leur besoin de développement.

J. ARTICLE 8

Un titre est inséré et le texte est modifié comme suit:

SURVEILLANCE CONTINUE

Dans le cadre des dispositions et des programmes de surveillance continue prévus à l'article 12 de la Convention, et au besoin en collaboration avec les organisations internationales compétentes, les Parties entreprennent le plus tôt possible, en rendant leurs résultats accessibles au public, des activités de surveillance continue ayant pour objet:

- a) D'évaluer systématiquement, dans la mesure du possible, les niveaux de pollution le long de leurs côtes, notamment en ce qui concerne les secteurs d'activité et les catégories de substances énumérées à l'annexe I, et de fournir périodiquement des renseignements à ce sujet;

- b) D'évaluer le caractère effectif des plans d'action, programmes et mesures mis en oeuvre en application du présent Protocole pour éliminer, dans toute la mesure possible, la pollution du milieu marin.

K. ARTICLE 9

Un titre est inséré et le texte est modifié comme suit:

COOPERATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Conformément à l'article 13 de la Convention, les Parties coopèrent dans les domaines de la science et de la technologie qui sont liés à la pollution provenant de sources et activités situées à terre, particulièrement en ce qui concerne la recherche sur les apports, les voies de transfert et les effets des différents polluants, sur l'élaboration de nouvelles méthodes pour le traitement, la réduction ou l'élimination de ces polluants, ainsi que sur la mise au point à cet effet de nouveaux procédés de production propres. A cette fin, les Parties s'efforcent en particulier.

Le nouveau paragraphe ci-après est ajouté:

- c) de promouvoir l'accès à des technologies écologiquement rationnelles, y compris à des technologies de production propres, et d'en faciliter le transfert.

L. ARTICLE 10

Un titre est inséré et le texte est modifié comme suit:

ASSISTANCE TECHNIQUE

1. Les Parties, agissant directement ou avec l'aide des organisations régionales ou d'autres organisations internationales compétentes, par la voie bilatérale ou multilatérale, coopèrent en vue d'élaborer et, dans la mesure du possible, en vue de mettre en oeuvre des programmes d'assistance en faveur des pays en développement, notamment dans les domaines de la science, de l'éducation et de la technologie, afin de prévenir, réduire ou, s'il y a lieu, éliminer progressivement les apports de polluants provenant de sources et activités situées à terre et leurs effets préjudiciables dans le milieu marin.

2. L'assistance technique porterait en particulier sur la formation de personnel scientifique et technique ainsi que sur l'acquisition, l'utilisation et la fabrication par ces pays de matériel approprié et, le cas échéant, de technologies de production propres, à des conditions avantageuses à convenir entre les Parties concernées.

M. ARTICLE 11

Un titre est inséré comme suit:

POLLUTION TRANSFRONTIERE

N. ARTICLE 12

Un titre est inséré et le texte du paragraphe 1 est modifié comme suit:

REGLEMENT DES DIFFERENDS

1. Compte tenu des dispositions du paragraphe 1 de l'article 28 de la Convention, lorsqu'une pollution d'origine tellurique en provenance du territoire d'une Partie est susceptible de mettre en cause directement les intérêts d'une ou de plusieurs autres parties, les Parties concernées, à la demande de l'une ou de plusieurs d'entre elles, s'engagent à entrer en consultation en vue de rechercher une solution satisfaisante.

O. ARTICLE 13

Un titre est inséré. Les textes du paragraphe 1, de la première phrase du paragraphe 2 et de l'alinéa d) du paragraphe 2 sont modifiés comme suit:

RAPPORTS

1. Les Parties soumettent tous les deux ans, à moins qu'une réunion des Parties contractantes n'en décide autrement, aux réunions des Parties contractantes, par l'intermédiaire de l'Organisation, des rapports sur les mesures prises, les résultats obtenus et, le cas échéant, les difficultés rencontrées lors de l'application du présent Protocole. Les modalités de soumission de ces rapports sont déterminées lors des réunions des Parties.
2. De tels rapports devront comprendre, entre autres:
 - d) Les plans d'action, programmes et mesures mis en oeuvre conformément aux articles 5, 7 et 15 du présent Protocole.

P. ARTICLE 14

Un titre est inséré. Les textes du paragraphe 1 et des alinéas a), c) et f) du paragraphe 2 sont modifiés comme suit:

REUNIONS

1. Les réunions ordinaires des Parties se tiennent lors des réunions ordinaires des Parties contractantes à la Convention organisées en vertu de l'article 18 de ladite Convention. Les Parties peuvent aussi tenir des réunions extraordinaires conformément à l'article 18 de la Convention.
2. ...
- a) De veiller à l'application du Protocole et d'examiner l'efficacité des plans d'action, programmes et mesures adoptés;
- c) D'élaborer et d'adopter des plans d'action, programmes et mesures conformément aux articles 5, 7 et 15 du présent Protocole;
- f) D'examiner les rapports soumis par les Parties en application de l'article 13 du présent Protocole.

Q .ARTICLE 15

Un titre est inséré et le texte du paragraphe 1 est modifié comme suit:

ADOPTION DE PLANS D'ACTION, PROGRAMMES ET MESURES

1. La réunion des Parties adopte à la majorité des deux tiers les plans d'action à court ou moyen terme et programmes régionaux, contenant des mesures et des calendriers d'application, prévus à l'article 5 du présent Protocole.

Le texte du paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant:

2. Les plans d'action et programmes régionaux évoqués au paragraphe 1 sont formulés par l'Organisation, et examinés et approuvés par l'organe technique compétent des Parties contractantes au plus tard dans un délai d'un an après l'entrée en vigueur des amendements au présent Protocole. Ces plans d'action et programmes régionaux sont inscrits à l'ordre du jour de la réunion suivante des Parties pour adoption. La même procédure s'applique à tous plans d'action et programmes supplémentaires.

Les nouveaux paragraphes ci-après sont ajoutés:

3. Le Secrétariat notifie à toutes les Parties les mesures et les calendriers d'application adoptés conformément au paragraphe 1 du présent article. Le cent quatre-vingtième jour suivant la date à laquelle ils leur ont été notifiés, lesdites mesures et lesdits calendriers d'application deviennent obligatoires pour les Parties qui n'ont pas notifié d'objection au Secrétariat dans les cent soixante-dix-neuf jours suivant la date de notification.
4. Les Parties qui ont notifié une objection conformément au paragraphe précédent informent la réunion des Parties des dispositions qu'elles ont l'intention de prendre, étant entendu qu'elles peuvent à tout moment donner leur assentiment auxdites mesures ou auxdits calendriers d'application.

R. ARTICLE 16

Un titre est inséré et le texte du paragraphe 2 est modifié comme suit:

DISPOSITIONS FINALES

2. A moins que les Parties n'en conviennent autrement, le règlement intérieur et les règles financières adoptés conformément à l'article 24 de la Convention s'appliquent à l'égard du présent Protocole.
-

Le dernier alinéa est modifié comme suit:

FAIT à Athènes le 17 mai 1980 et amendé à Syracuse le 7 mars 1996 en un seul exemplaire en langues anglaise, arabe, espagnole et française, les quatre textes faisant également foi.

ANNEXE I

L'Annexe I est remplacée par une nouvelle Annexe I ainsi libellée:

ANNEXE I**ELEMENTS A PRENDRE EN COMPTE LORS DE L'ELABORATION DE
PLANS D'ACTION, PROGRAMMES ET MESURES POUR
L'ELIMINATION DE LA POLLUTION PROVENANT DE
SOURCES ET ACTIVITES SITUÉES A TERRE**

La présente annexe expose les éléments qui sont à prendre en compte lors de l'élaboration de plans d'action, programmes et mesures pour l'élimination de la pollution provenant de sources et activités situées à terre visés aux articles 5, 7 et 15 du présent Protocole.

Ces plans d'action, programmes et mesures portent sur les secteurs d'activité énumérés à la section A et visent également les catégories de substances énumérées à la section C et retenues sur la base des caractéristiques figurant à la section B de la présente annexe.

Les priorités d'action devraient être fixées par les Parties sur la base de l'importance relative de leur incidence sur la santé publique, l'environnement et les conditions socio-économiques et culturelles. Ces programmes devraient couvrir les sources ponctuelles, les sources diffuses et les retombées atmosphériques.

Lors de l'élaboration de ces plans d'action, programmes et mesures, les Parties, en conformité avec le Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres adopté à Washington en 1995, accordent la priorité aux substances toxiques, persistantes et susceptibles de bio-accumulation et en particulier aux polluants organiques persistants, ainsi qu'au traitement et à la gestion des eaux usées..

A. SECTEURS D'ACTIVITE

Les secteurs d'activité ci-après (énumérés sans ordre de priorité) seront envisagés en premier lieu lors de la fixation des priorités pour l'élaboration des plans d'action, programmes et mesures visant l'élimination de la pollution provenant de sources et activités situées à terre:

1. Production d'énergie;
2. Production d'engrais;
3. Formulation et production de biocides;
4. Industrie pharmaceutique;
5. Raffinage de pétrole;

6. Industrie du papier et de la pâte à papier;
7. Production de ciment;
8. Industrie du tannage;
9. Industrie métallurgique;
10. Industries extractives;
11. Industrie de la construction et de la réparation navales;
12. Opérations portuaires;
13. Industrie textile;
14. Industrie de l'électronique;
15. Industrie de recyclage;
16. Autres secteurs de l'industrie chimique organique;
17. Autres secteurs de l'industrie chimique inorganique;
18. Tourisme;
19. Agriculture;
20. Elevage;
21. Industries agro-alimentaires;
22. Aquaculture;
23. Traitement et élimination des déchets dangereux;
24. Traitement et élimination des eaux domestiques usées;
25. Gestion des déchets solides domestiques;
26. Elimination des boues d'égout et de stations d'épuration;
27. Industrie de la gestion des déchets;
28. Incinération des déchets et gestion de ses résidus;

29. Travaux et ouvrages modifiant l'état naturel du rivage;
30. Transports.

B. CARACTERISTIQUES DES SUBSTANCES DANS L'ENVIRONNEMENT

Lors de la préparation des plans d'action, programmes et mesures, les Parties devraient tenir compte des caractéristiques énumérées ci-dessous:

1. Persistance;
2. Toxicité ou autres propriétés nocives (par exemple: pouvoir cancérogène, mutagène, tératogène);
3. Bio-accumulation;
4. Radioactivité;
5. Ratio entre les teneurs observées, d'une part, et les teneurs sans effet observé (NOEC), d'autre part;
6. Risque d'eutrophisation d'origine anthropique;
7. Effets et risques sanitaires;
8. Importance sur le plan transfrontière;
9. Risque de modifications indésirables de l'écosystème marin et irréversibilité ou durabilité des effets;
10. Entrave à l'exploitation durable des ressources vivantes ou à d'autres utilisations légitimes de la mer;
11. Effets sur le goût et/ou l'odeur de produits de la mer destinés à la consommation humaine;
12. Effets sur l'odeur, la couleur, la limpidité ou d'autres caractéristiques de l'eau de mer;
13. Profil de distribution (c'est-à-dire quantités en cause, profil d'utilisation et probabilité d'atteinte du milieu marin).

C. CATEGORIES DE SUBSTANCES

Les catégories de substances et sources de pollution ci-après serviront de guide lors de l'élaboration des plans d'action, programmes et mesures:

1. Composés organohalogénés et substances qui peuvent donner naissance à de tels composés dans le milieu marin. La priorité sera donnée à l'aldrine, au chlordane, au DDT, à la dieldrine, aux dioxines et furanes, à l'endrine, à l'heptachlore, à l'hexachlorobenzène, au mirex, aux PCB et au toxaphène;
2. Composés organophosphorés et substances qui peuvent donner naissance à de tels composés dans le milieu marin;
3. Composés organostanniques et substances qui peuvent donner naissance à de tels composés dans le milieu marin;
4. Hydrocarbures aromatiques polycycliques;
5. Métaux lourds et leurs composés;
6. Huiles lubrifiantes usées;
7. Substances radioactives, y compris leurs déchets, si leurs rejets ne sont pas conformes aux principes de la radioprotection définis par les organisations internationales compétentes en tenant compte de la protection du milieu marin;
8. Biocides et leurs dérivés;
9. Microorganismes pathogènes;
10. Pétrole brut et hydrocarbures provenant du pétrole.
11. Cyanures et fluorures;
12. Détergents et autres substances tensioactives non biodégradables;
13. Composés de l'azote et du phosphore et autres substances qui peuvent être cause d'eutrophisation;
14. Détritus (toute matière solide persistante, manufacturée ou transformée qui est jetée, évacuée ou abandonnée dans le milieu marin et dans l'environnement littoral);
15. Rejets thermiques;
16. Composés acides ou basiques qui peuvent nuire à la qualité de l'eau;

17. Substances non toxiques qui ont un effet défavorable sur la teneur en oxygène du milieu marin;
18. Substances non toxiques qui peuvent entraver toute utilisation légitime de la mer;
19. Substances non toxiques qui peuvent avoir un effet défavorable sur les caractéristiques physiques ou chimiques de l'eau de mer.

ANNEXE II

L'Annexe II est supprimée

ANNEXE III

L'Annexe III est renommée Annexe II. Un titre est ajouté et le paragraphe d'introduction est modifié comme suit:

ANNEXE II**ELEMENTS A PRENDRE EN COMPTE LORS DE LA DELIVRANCE
DES AUTORISATIONS DE REJET DE DECHETS**

Pour la délivrance des autorisations de rejet de déchets contenant les substances visées à l'article 6 du présent Protocole, il sera tenu particulièrement compte, selon le cas, des facteurs suivants:

Le titre et les paragraphes 1, 2, 3, 6 et 7 de la section A sont modifiés comme suit:

A. CARACTERISTIQUES ET COMPOSITION DES REJETS

1. Type et importance de la source ponctuelle ou diffuse (procédé industriel, par exemple).
2. Type des rejets (origine, composition moyenne, par exemple)
3. Etat des déchets (solide, liquide, boueux, par exemple).
6. Concentrations des constituants pertinents des substances énumérées à l'annexe I et d'autres substances, selon le cas.
7. Propriétés physiques, chimiques et biochimiques des rejets de déchets.

Le titre de la section B est modifié et un nouveau paragraphe est ajouté:

B. CARACTERISTIQUES DES CONSTITUANTS DES REJETS DU POINT DE VUE DE LEUR NOCIVITE

7. Toute autre caractéristique visée à la section B de l'Annexe I.

Le titre et le paragraphe 3 de la section C sont modifiés comme suit:

C. CARACTERISTIQUES DU LIEU DE DEVERSEMENT ET DU MILIEU RECEPTEUR

3. Dilution initiale réalisée au point de décharge dans le milieu récepteur.

ANNEXE IV

L'Annexe IV est renommée Annexe III. Un titre et ajouté et les paragraphes 1, 2, 3 et 5 sont modifiés comme suit:

ANNEXE III

**CONDITIONS D'APPLICATION A LA POLLUTION
TRANSPORTÉE PAR L'ATMOSPHERE**

1. Le présent Protocole s'applique aux rejets polluants dans l'atmosphère sous les conditions ci-après:

- a) la substance rejetée est ou pourrait être, étant donné les conditions météorologiques, transportée jusqu'à la zone de la mer Méditerranée;
- b) l'apport de la substance dans la zone de la mer Méditerranée est dangereux pour l'environnement compte tenu des quantités de la même substance qui parviennent dans la zone par d'autres moyens.

2. Le présent Protocole s'applique aussi aux rejets polluants dans l'atmosphère affectant la zone de la mer Méditerranée à partir de sources terrestres situées sur les territoires des Parties et, sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 4, à partir de structures artificielles fixes placées en mer.

3. Dans le cas de la pollution de la zone de la mer Méditerranée par la voie atmosphérique à partir de sources terrestres, les dispositions des articles 5 et 6 du présent Protocole s'appliquent progressivement aux substances et sources appropriées énumérées aux annexes I et II au présent Protocole selon des modalités dont conviennent les Parties.

5. Les dispositions de l'annexe II au présent Protocole s'appliquent à la pollution par la voie atmosphérique, chaque fois qu'il y a lieu. La pollution atmosphérique fait l'objet d'une surveillance continue et d'une modélisation sur la base de méthodologies et de facteurs d'émission communs acceptables, lors de l'évaluation des retombées atmosphériques de substances ainsi que de l'établissement d'inventaires des quantités et taux des émissions de polluants dans l'atmosphère en provenance de sources terrestres.

ANNEXE IV

Il est ajouté une nouvelle Annexe IV ainsi libellée:

ANNEXE IV

CRITERES POUR LA DEFINITION DES MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES ET DE LA MEILLEURE PRATIQUE ENVIRONNEMENTALE

A. MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES

1. Dans le recours aux meilleures techniques disponibles, l'accent est mis sur l'utilisation de technologies non productrices de déchets, si elles sont disponibles.

2. L'expression "meilleures techniques disponibles" désigne les tout derniers progrès (état de la technique) dans les procédés, les installations ou les méthodes d'exploitation, permettant de savoir si une mesure donnée de limitation des rejets, des émissions et des déchets est appropriée sur un plan pratique. Pour savoir si une série de procédés, d'installations et de méthodes d'exploitation constituent les meilleures techniques disponibles en général ou dans un cas particulier, une attention particulière est accordée:

- a) aux procédés, installations ou méthodes d'exploitation comparables, récemment éprouvés et ayant donné de bons résultats;
- b) aux progrès techniques et à l'évolution des connaissances et de la compréhension scientifiques;
- c) à la faisabilité économique de ces techniques;
- d) aux dates limites de mise en service aussi bien dans les installations nouvelles que dans les installations existantes;
- e) à la nature et au volume des rejets et des émissions en question.

3. Il s'ensuit donc que ce qui constitue "la meilleure technique disponible" dans le cas d'un procédé donné évoluera dans le temps en fonction des progrès techniques, des facteurs économiques et sociaux, ainsi que de l'évolution des connaissances et de la compréhension scientifiques.

4. Si la réduction des rejets et des émissions qui résulte de l'application des meilleures techniques disponibles ne conduit pas à des résultats acceptables sur le plan de l'environnement, des mesures complémentaires doivent être mises en oeuvre.

5. Le terme "techniques" désigne aussi bien la technique appliquée que le mode de conception, de construction, d'entretien, d'exploitation et de démontage de l'installation.

B. MEILLEURE PRATIQUE ENVIRONNEMENTALE

6. L'expression "meilleure pratique environnementale" désigne la mise en oeuvre de la combinaison la mieux adaptée de mesures et de stratégies de lutte environnementales. Dans la sélection à opérer dans chacun des cas, l'éventail de mesures progressives énumérées ci-après sera au moins examiné:

- a) l'information et l'éducation du grand public et des utilisateurs sur les conséquences pour l'environnement du choix de telle ou telle activité et du choix des produits, de leur utilisation et de leur élimination finale;
- b) le développement et l'application de codes de bonne pratique environnementale, couvrant tous les aspects de l'activité pendant le cycle de vie du produit;
- c) un étiquetage obligatoire renseignant les utilisateurs sur les risques pour l'environnement provoqués par un produit, par son utilisation et par son élimination finale;
- d) l'économie des ressources, notamment les économies d'énergie;
- e) la mise à la disposition du grand public de systèmes de collecte et d'élimination;
- f) la limitation de l'utilisation des substances ou des produits dangereux, et de la production des déchets dangereux;
- g) le recyclage, la récupération et la réutilisation;
- h) l'application d'instruments économiques aux activités, aux produits ou aux groupes de produits;
- i) la mise en place d'un système d'autorisation comprenant un éventail de contraintes ou une interdiction.

7. Pour déterminer la combinaison de mesures qui constitue la meilleure pratique environnementale en général ou dans des cas particuliers, une attention particulière sera accordée:

- a) au risque pour l'environnement causé par le produit et sa fabrication, son utilisation et son élimination finale;
- b) au remplacement par des activités ou des substances moins polluantes;
- c) à l'ampleur de la consommation;
- d) aux avantages ou aux inconvénients potentiels pour l'environnement des matières ou des activités de substitution;
- e) aux progrès et à l'évolution des connaissances et de la compréhension scientifiques;
- f) aux délais de mise en œuvre;
- g) aux conséquences économiques et sociales.

8. Il s'ensuit donc que dans le cas d'une source donnée, la meilleure pratique environnementale évoluera dans le temps en fonction des progrès techniques, des facteurs économiques et sociaux, ainsi que de l'évolution des connaissances et de la compréhension scientifiques.

9. Si la réduction des apports qui résulte du recours à la meilleure pratique environnementale ne conduit pas à des résultats acceptables sur le plan de l'environnement, des mesures complémentaires doivent être appliquées et la meilleure pratique environnementale doit être redéfinie.

Traduzione non ufficiale

EMENDAMENTI AL PROTOCOLLO RELATIVO ALLA PROTEZIONE DEL MARE MEDITERRANEO CONTRO L'INQUINAMENTO DI ORIGINE TELLURICA.

A. TITOLO

Il titolo del Protocollo è modificato come segue:

PROTOCOLLO RELATIVO ALLA PROTEZIONE DEL MAR MEDITERRANEO DALL'INQUINAMENTO PROVENIENTE DA FONTI ED ATTIVITA TERRESTRI.

B. CAPOVERSI DEL PREAMBOLO

Il primo capoverso del preambolo del Protocollo è modificato come segue:

Essendo Parti alla Convenzione per la protezione del Mar Mediterraneo dall'inquinamento, adottata a Barcellona il 16 febbraio 1976 ed emendata il 10 giugno 1995,

Il terzo capoverso del preambolo del Protocollo è modificato come segue:

Notando la crescente pressione sull'ambiente risultante dalle attività dell'uomo nell'area del Mar Mediterraneo, in particolare nel settore dell'industrializzazione e dell'urbanizzazione, nonché l'aumento stagionale delle popolazioni rivierasche connesso al turismo ,

Il quarto capoverso del preambolo del Protocollo è modificato come segue:

Prendendo atto del pericolo che l'inquinamento proveniente da fonti ed attività terrestri rappresenta per l'ambiente marino, le risorse biologiche e la salute dell'uomo, nonché dei gravi problemi arrecati in un gran numero di acque costiere e di estuari fluviali del Mediterraneo, dagli scarichi di rifiuti domestici o industriali non trattati, insufficientemente trattati o evacuati in maniera inadeguata contenenti sostanze tossiche, persistenti e suscettibili di bio-accumulazione,

E' aggiunto il seguente capoverso il quale diviene il quinto capoverso del preambolo:

Applicando il principio di precauzione ed il principio di "chi inquina paga", intraprendendo uno studio d'impatto sull'ambiente, ed utilizzando le migliori tecnologie disponibili e la migliori pratiche ambientali, comprese le tecnologie di produzione propria, come previsto all'articolo 4 della Convenzione;

Il sesto capoverso del preambolo del Protocollo è modificato come segue:

Determinate ad adottare, in stretta cooperazione tra di loro, le misure necessarie per proteggere il mar Mediterraneo dall'inquinamento causato da fonti ed attività terrestri,

Il seguente capoverso è aggiunto e diviene il settimo capoverso del preambolo:

In considerazione del Programma di azione mondiale per la protezione dell'ambiente marino dall'inquinamento dovuto ad attività terrestri, adottato a Washington, D.C. il 3 novembre 1995,

C. ARTICOLO PRIMO

E' inserito un titolo ed il testo è modificato come segue:

DISPOSIZIONI GENERALI

Le Parti contraenti del presente Protocollo (di seguito denominate "le Parti") adottano ogni misura appropriata per prevenire, ridurre, combattere ed eliminare in tutta la misura del possibile l'inquinamento dall'area del Mar Mediterraneo dovuto a riversamenti provenienti da fiumi, stabilimenti costieri o emissari, oppure emananti da ogni altra fonte ed attività terrestre situata sul loro territorio, dando la priorità all'eliminazione progressiva dei quantitativi di sostanze tossiche, persistenti e suscettibili di bio-accumulazione.

D. ARTICOLO 2

E' inserito un titolo. Il testo dei capoversi a) e d) è modificato come segue:

DEFINIZIONI

- a) Per "Convenzione" s'intende la Convenzione per la protezione del Mar Mediterraneo dall'inquinamento, adottata a Barcellona il 16 febbraio 1976 ed emendata il 10 giugno 1995;
- d) Per "bacino idrologico" s'intende l'insieme dei bacini versanti del territorio delle Parti contraenti che si riversano nell'area del Mar Mediterraneo delimitata nell'articolo primo della Convenzione.

E. ARTICOLO 3

E' inserito un titolo ed è aggiunto un nuovo capoverso così formulato:

AREA DEL PROTOCOLLO

abis) (Rinumerato b).

b) Il bacino idrologico dell'area del Mar Mediterraneo;

Il capoverso b) è rinumerato c). Il capoverso c) è rinumerato d) e modificato come segue:

d) Le acque salmastre, le acque salate costiere, compresi gli stagni e le lagune costiere e le acque sotterranee comunicanti con il Mar Mediterraneo.

F. ARTICOLO 4

E' inserito un titolo ed i testi dei capoversi a) e b), paragrafo 1, sono modificati come segue:

APPLICAZIONE DEL PROTOCOLLO:

1. Il presente Protocollo si applica:

- a) agli scarichi provenienti da fonti ed attività terrestri circoscritte e diffuse situate sul territorio delle Parti contraenti tali da poter pregiudicare direttamente o indirettamente la zona del Mar Mediterraneo. Si tratta in particolare degli scarichi suscettibili di danneggiare l'area del Mar Mediterraneo definita ai capoversi a), c) e d) dell'articolo 3 del presente Protocollo per via di depositi o di riversamenti effettuati sulla costa o a partire dalla costa, attraverso fiumi, emissari, canali o altri corsi d'acqua ivi compresi gli scoli sotterranei o lo scorrere di acque, nonché dei depositi sotto il fondo del mare accessibili da terra.
- b) ai quantitativi di sostanze inquinanti trasportati dall'atmosfera nella zona del Mar Mediterraneo in provenienza da fonti o attività situate sul territorio delle Parti contraenti nelle condizioni definite all'Annesso III al presente Protocollo.

E' aggiunto il seguente nuovo paragrafo:

3. Le Parti invitano gli Stati che non sono Parti al Protocollo, ma il cui territorio include parzialmente il bacino idrologico dell'area del Mar Mediterraneo, a collaborare all'applicazione del Protocollo

G. ARTICOLO 5

E' inserito un titolo ed i testi dei paragrafi 1, 2 e 4 sono modificati come segue:

OBBLIGHI GENERALI

1. Le Parti intraprendono di eliminare l'inquinamento proveniente da fonti ed attività terrestri ed in particolare di eliminare progressivamente i quantitativi delle sostanze tossiche persistenti e suscettibili di bio-accumulazione enumerate all'annesso I.

2. A tal fine esse elaborano e applicano, individualmente o congiuntamente a seconda dei casi, piani di azione e programmi nazionali e regionali contenenti misure e scadenzari di attuazione.

Il paragrafo 3 è soppresso.

4. (Rinumerato 3)

Le priorità ed i scadenzari di attuazione dei piani d'azione, dei programmi e delle misure sono adottati dalle Parti in considerazione degli elementi indicati all'annesso I e sono oggetto di riesami periodici.

Sono aggiunti i nuovi paragrafi seguenti:

4. Al momento dell'adozione di piani d'azione, di programmi e di misure le Parti tengono conto, individualmente o congiuntamente, delle migliori tecnologie disponibili e della migliore prassi ambientale, ivi comprese, se del caso, le tecnologie di produzione propria, in considerazione dei criteri enumerati all'annesso IV.

5. Le Parti adottano misure preventive per ridurre al minimo i rischi d'inquinamento causati da incidenti.

H. ARTICOLO 6

— Un titolo è inserito ed il testo è sostituito dal testo seguente:

SISTEMA DI AUTORIZZAZIONE O DI REGOLAMENTAZIONE

1. Lo scarico da fonti circoscritte nell'area del Protocollo, gli scarichi in acqua o le emissioni nell'atmosfera che raggiungono l'area del Mediterraneo delimitata all'articolo 3 a), c) e d) del presente Protocollo, e che sono suscettibili di danneggiarla, sono rigorosamente subordinati ad una autorizzazione o regolamentazione delle autorità competenti delle Parti, in debita considerazione delle norme del presente Protocollo e del suo Annesso II, nonché delle decisioni o raccomandazioni pertinenti delle riunioni delle Parti contraenti.

2. A questo fine, le Parti istituiscono sistemi d'ispezione a cura delle loro autorità competenti per valutare l'osservanza delle autorizzazioni e delle regolamentazioni.

3. A loro domanda, le Parti potranno essere aiutate dall'Organizzazione per istituire nuove strutture o rafforzare quelle esistenti aventi competenza a controllare l'osservanza delle autorizzazioni e delle regolamentazioni. In questo aiuto, è prevista una formazione specifica del personale.

4. Le Parti istituiscono un regime di sanzioni appropriate in caso di inosservanza delle autorizzazioni e regolamentazioni, e si accertano che sia applicato.

I. ARTICOLO 7

Un titolo è inserito. I testi del capoverso e) del paragrafo 1 e del paragrafo 3 sono modificati come segue:

LINEE DIRETTIVE, NORME E CRITERI COMUNI

1.....

e) Particolari disposizioni per le quantità riversate, la concentrazione negli effluenti ed i metodi di riversamento delle sostanze di cui all'annesso I.

3. I Piani d'azione, i programmi e le misure di cui agli articoli 5 e 15 del presente Protocollo saranno adottati tenendo conto, ai fini della loro attuazione progressiva, delle capacità di adattabilità e di riconversione degli impianti esistenti, della capacità economica delle Parti e delle loro esigenze di sviluppo.

J. ARTICOLO 8

Un titolo è inserito ed il testo è modificato come segue:

MONITORAGGIO

Nell'ambito delle disposizioni e dei programmi di monitoraggio previsti all'articolo 12 della Convenzione e se del caso in collaborazione con le organizzazioni internazionali competenti, le Parti intraprendono il prima possibile, rendendo i loro risultati accessibili al pubblico, attività di monitoraggio aventi per oggetto:

- a) la valutazione sistematica, per quanto possibile, dei livelli d'inquinamento lungo le loro coste, in particolare per quanto concerne i settori di attività e le categorie di sostanze enumerate all'annesso I, e la divulgazione periodica di informazioni a tale riguardo;
- b) la valutazione del carattere effettivo dei piani d'azione, dei programmi e delle misure attuate ai sensi del presente Protocollo in vista di eliminare, per quanto possibile, l'inquinamento dall'ambiente marino.

K. ARTICOLO 9

Un titolo è inserito ed il testo è modificato come segue:

COOPERAZIONE SCIENTIFICA E TECNICA

In conformità con l'articolo 13 della Convenzione, le Parti cooperano nei settori della scienza e della tecnologia attinenti all'inquinamento proveniente da fonti ed attività terrestri, in particolare per quanto concerne la ricerca relativa ai quantitativi, ai mezzi di trasferimento ed agli effetti dei vari inquinanti, nonché l'elaborazione di nuovi metodi per lo smaltimento, la riduzione o l'eliminazione di tali inquinanti, e l'elaborazione di nuovi procedimenti di produzione propri. Le Parti si sforzano in particolare:

E' aggiunto il nuovo paragrafo di seguito:

- c) di promuovere l'accesso a tecnologie ecologicamente razionali, ivi comprese le tecnologie di produzione propria, e di agevolare il loro trasferimento.

L. ARTICOLO 10

Un titolo è inserito ed il testo è modificato come segue:

ASSISTENZA TECNICA

1. Le Parti, agenti direttamente o con l'aiuto delle organizzazioni regionali o di altre organizzazioni internazionali competenti a livello bilaterale o multilaterale, cooperano in vista di elaborare e di attuare, per quanto possibile, programmi di assistenza a favore dei paesi in via di sviluppo, in particolare nel settore della scienza, dell'istruzione e della tecnologia al fine di prevenire, ridurre o se del caso eliminare gradualmente i quantitativi di inquinanti provenienti da fonti ed attività terrestri, ed i loro effetti pregiudizievoli per l'ambiente marino.

2. L'assistenza tecnica verterà in particolare sulla formazione del personale scientifico e tecnico nonché sull'acquisizione, l'uso e la fabbricazione, da parte di questi paesi, del materiale idoneo e se del caso di tecnologie di produzione proprie, a condizioni vantaggiose da convenire tra le Parti interessate.

M. ARTICOLO 11

Un titolo è inserito come segue:

INQUINAMENTO TRANSFRONTALIERO

M. ARTICOLO 12

Un titolo è inserito ed il testo del paragrafo 1 è modificato come segue:

SOLUZIONE DELLE CONTROVERSIE

1. In considerazione delle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 28 della Convenzione, quando un inquinamento di origine tellurica proveniente dal territorio di una Parte è suscettibile di coinvolgere direttamente gli interessi di una o più parti, le Parti interessate, a richiesta di una o più tra di loro, s'impegnano a consultarsi in vista della ricerca di una soluzione soddisfacente.

Q. ARTICOLO 13

Un titolo è inserito. I testi del paragrafo 1, della prima frase del paragrafo 2 e del capoverso d) del paragrafo 2 sono modificati come segue:

RAPPORTI

1. Ogni due anni, a meno che una riunione delle Parti contraenti non decida diversamente, le Parti presentano alle riunioni delle Parti contraenti, per il tramite dell'Organizzazione, dei rapporti sulle misure adottate, sui risultati ottenuti e, se del caso, sulle difficoltà incontrate nell'applicazione del presente Protocollo. Le modalità di presentazione di tali rapporti saranno determinate nelle riunioni delle Parti.

2. Tali rapporti dovranno comprendere, tra l'altro:

d) I piani d'azione, i programmi e le misure attuate secondo gli articoli 5,7,e 15 del presente Protocollo.

P. ARTICOLO 14

Un titolo è inserito. I testi del paragrafo 1 e dei capoversi a), c) e f) del paragrafo 2 sono modificati come segue:

RIUNIONI

1. Le riunioni ordinarie delle Parti hanno luogo durante le riunioni ordinarie delle Parti contraenti della Convenzione organizzate ai sensi dell'articolo 18 di detta Convenzione. Le Parti possono inoltre tenere riunioni straordinarie secondo l'articolo 18 della Convenzione.

2.

- a) di vigilare sull'applicazione del Protocollo e di esaminare l'efficacia dei piani d'azione, dei programmi e delle misure adottate;
- c) di elaborare e di adottare piani d'azione, programmi e misure secondo gli articoli 5, 7 e 15 del Protocollo;
- f) di esaminare i rapporti presentati dalle Parti in applicazione dell'articolo 13 del presente Protocollo.

Q. ARTICOLO 15

Un titolo è inserito ed il testo del paragrafo 1 è modificato come segue:

ADOZIONE DI PIANI D'AZIONE, DI PROGRAMMI E DI MISURE

1. La riunione delle Parti adotta a maggioranza di due terzi dei piani d'azioni a breve o medio termine e dei programmi regionali contenenti le misure ed i scadenzari di attuazione di cui all'articolo 5 del presente Protocollo.

IL testo del paragrafo 2 è sostituito dal testo seguente:

2. I piani d'azione ed i programmi regionali di cui al paragrafo 1 sono formulati dall'Organizzazione ed esaminati ed approvati dall'organo tecnico competente delle Parti contraenti non oltre il termine di un anno dall'entrata in vigore degli emendamenti al presente Protocollo. Tali piani d'azione e programmi regionali saranno iscritti all'ordine del giorno della successiva riunione delle Parti, in vista della loro adozione. La medesima procedura si applica a tutti i piani d'azione ed ai programmi supplementari.

Sono aggiunti i seguenti nuovi paragrafi:

3. Il Segretariato notifica a tutte le Parti le misure ed gli scadenzari di attuazione adottati secondo il paragrafo 1 del presente Articolo. Il 180° giorno successivo alla data alla quale le Parti hanno ricevuto la notifica, tali misure e scadenzari di attuazione diverranno obbligatori per le Parti che non hanno notificato obiezioni al Segretariato entro 179 giorni dalla data della notifica.

4. Le Parti che hanno notificato un'obiezione secondo il paragrafo precedente informano la riunione delle Parti circa le disposizioni che intendono adottare, con l'intesa che esse potranno, in qualunque momento, dare il loro assenso a tali misure o scadenzari di attuazione.

R.ARTICOLO 16

Un titolo è inserito ed il testo del paragrafo 2 è modificato come segue:

DISPOSIZIONI FINALI

2. A meno che le Parti non abbiano convenuto diversamente, il regolamento interno e le regole finanziarie adottate secondo l'articolo 24 della Convenzione si applicano nei riguardi del presente Protocollo.

L'ultimo capoverso è modificato come segue:

FATTO ad Atene il 17 maggio 1980 ed emendato a Siracusa il 7 marzo 1996 in un unico esemplare in lingua araba, francese, inglese e spagnola, i quattro testi facenti ugualmente fede.

ANNESSO I

L'Annesso I è sostituito da un nuovo Annesso I in tal modo formulato:

ANNESSO I**ELEMENTI DI CUI TENER CONTO NELL'ELABORAZIONE DI PIANI D'AZIONE,
PROGRAMMI E MISURE PER L'ELIMINAZIONE DELL'INQUINAMENTO
PROVENIENTE DA FONTI ED ATTIVITA TERRESTRI.**

Il presente annesso espone gli elementi da prendere in considerazione nell'elaborazione di piani d'azioni, programmi e misure per l'eliminazione dell'inquinamento proveniente dalle fonti ed attività terrestri di cui agli articoli 5, 7 e 15 del presente Protocollo.

Tali piani d'azioni, programmi e misure vertono sui settori di attività enumerati nella sezione A e concernono inoltre le categorie di sostanze enumerate nella sezione C e selezionate in base alle caratteristiche di cui alla sezione B del presente Annesso.

Le priorità di azione dovrebbero essere stabilite dalle Parti in base all'importanza relativa della loro incidenza sulla salute pubblica, sull'ambiente e sulle condizioni socio-economiche e culturali. Tali programmi dovrebbero includere le fonti regolari, le fonti diffuse e le ricadute atmosferiche.

Nell'elaborazione di tali piani d'azione, programmi e misure, le Parti, in conformità con il Programma di azione mondiale per la protezione dell'ambiente marino dall'inquinamento dovuto alle attività terrestri, adottato a Washington nel 1995, concedono la priorità alle sostanze tossiche, persistenti e suscettibili di bio-accumulazione, in particolare agli inquinanti organici persistenti nonché al trattamento ed alla gestione delle acque reflue.

A. SETTORI DI ATTIVITA'

I settori di attività (enumerati senza ordine di priorità) saranno considerati innanzitutto nello stabilire le priorità per l'elaborazione di piani d'azione, programmi e misure per l'eliminazione dell'inquinamento proveniente da fonti ed attività terrestri:

1. Produzione di energia;
2. Produzione di fertilizzanti;
3. Formulazione e produzione di biocidi;
4. Industria farmaceutica;
5. Raffineria di petrolio;
6. Industria della carta e della pasta da carta;
7. Produzione di cemento;
8. Industria della concia;
9. Industria metallurgica;
10. Industrie estrattive;
11. Industrie di costruzioni e riparazioni navali;
12. Operazioni portuali;
13. Industria tessile

14. Industria elettronica
15. Industria di riciclaggio
16. Altri settori dell'industria chimica organica
17. Altri settori dell'industria chimica inorganica
19. Turismo
19. Agricoltura
20. Allevamento;
21. Industrie agro-alimentari;
22. Acquacoltura;
23. Trattamento e smaltimento dei rifiuti pericolosi;
24. Trattamento ed eliminazione delle acque reflue domestiche
25. Gestione dei rifiuti solidi domestici
26. Smaltimento dei fanghi di fognature e delle stazioni di depurazione
27. Industria della gestione dei rifiuti
28. Incenerimento dei rifiuti e gestione dei residui.
29. Lavori ed opere che modificano lo stato naturale della riva;
30. Trasporti.

B. CARATTERISTICHE DELLE SOSTANZE NELL'AMBIENTE

Nella preparazione di piani d'azione, programmi e misure, le Parti dovranno tener conto delle caratteristiche di seguito elencate:

1. Persistenza;
2. Tossicità o altre proprietà nocive (ad esempio effetto cancerogeno, mutagено, teratogeno)
3. Bio -accumulazione
4. Radioattività
4. Ratio tra i tenori constatati, da un lato, ed i tenori senza effetto constatato, d'altro lato (NOEC);
6. Rischio di eutrofizzazione di origine antropica
7. Effetti e rischi sanitari;
8. Importanza a livello transfrontaliero;
9. Rischio di modifiche indesiderabili dell'ecosistema marino e irreversibilità o durevolezza degli effetti;
10. Impedimento allo sfruttamento durevole delle risorse viventi o di altri usi legittimi del mare
11. Effetti sul gusto e/o l'odore di prodotti marini destinati al consumo dell'uomo;
12. Effetti sull'odore, il colore, la limpidezza o altre caratteristiche dell'acqua di mare;
13. Profilo di distribuzione (i.e. quantitativi in causa, profilo di utilizzazione e probabilità di danni all'ambiente marino).

C. CATEGORIE DI SOSTANZE

Le seguenti categorie di sostanze e di fonti d'inquinamento potranno fungere da guida nell'elaborazione di piani d'azione, programmi e misure:

1. Composti organoalogenati e le sostanze che possono dar nascita a tali composti nell'ambiente marino, a titolo prioritario:
l'aldrina, il clordano, il DDT, la dieldrina, le diossine ed i furanni, l'endrina, l'eptacloro, l'esaclorobenzene, il mirex, il PCB ed il toxafene;
2. Composti organofosforati e le sostanze che possono dar nascita a detti composti nell'ambiente marino;
3. Composti organostannici e le sostanze che possono dar nascita a detti composti nell'ambiente marino;
4. Idrocarburi aromatici policiclici;
5. Metalli pesanti e loro composti;
6. Olii lubrificanti reflui;
7. Sostanze radioattive, compresi i loro rifiuti, se le discariche di tali sostanze non sono conformi ai principi della radio-protezione come definiti dalle organizzazioni internazionali competenti, in considerazione della protezione dell'ambiente marino;
8. Biocidi e loro derivati;
9. Microorganismi patogeni;
10. Petrolio greggio e idrocarburi derivanti dal petrolio.
11. Cianuri e fluoruri
12. Detergenti ed altre sostanze tensioattive non biodegradabili;
13. Composti dell'azoto e del fosforo ed altre sostanze che possono dar luogo ad eutrofizzazione;
14. Detriti (ogni materia solida persistente, manufatta o trasformata, che è gettata, evacuata o abbandonata nell'ambiente marino e nell'ambiente del litorale);
15. Scarichi termici;
16. Composti acidi o basici che possono nuocere alla qualità dell'acqua;
17. Sostanze non tossiche aventi un effetto sfavorevole sul tenore in ossigeno dell'ambiente marino;
18. Sostanze non tossiche che possono ostacolare qualsiasi uso legittimo del mare
19. Sostanze non tossiche che possono avere un effetto sfavorevole sulle caratteristiche fisiche o chimiche dell'acqua di mare.

ANNESSO II

L'Annesso II è soppresso

ANNESSO III

L'Annesso III è rinumerato Annesso II. È aggiunto un titolo ed il paragrafo introduttivo è modificato come segue:

ANNESSO II

ELEMENTI DA PRENDERE IN CONSIDERAZIONE PER IL RILASCIO DELLE AUTORIZZAZIONI DI SCARICO DI RIFIUTI

Per il rilascio delle autorizzazioni di scarico di rifiuti contenenti le sostanze di cui all'articolo 6 del presente Protocollo, si terrà conto, in modo particolare dei seguenti fattori:

Il titolo ed i paragrafi 1,2,3,6 e 7 della sezione A sono modificati come segue:

A. CARATTERISTICHE E COMPOSIZIONE DEGLI SCARICHI

1. Tipo ed importanza della fonte circoscritta o diffusa (p.es.procedimento industriale).
2. Tipo degli scarichi (p.es.origine, composizione media)
3. Stato dei rifiuti (p.es.solido, liquido, fangoso)
6. Concentrazione dei costituenti pertinenti delle sostanze enumerate nell'annesso I e di altre sostanze, a seconda dei casi.

Proprietà fisiche, chimiche e biochimiche degli scarichi di rifiuti.

Il titolo della sezione B è modificato ed un nuovo paragrafo è aggiunto:

B. CARATTERISTICHE DEI COSTITUENTI DEGLI SCARICHI DAL PUNTO DI VISTA DELLA LORO CARATTERE NOCIVO

7. Ogni altra caratteristica di cui alla sezione B dell'annesso I.

Il titolo e il paragrafo 3 della sezione C sono modificati come segue:

- C. CARATTERISTICHE DEL LUOGO DI RIVERSAMENTO E DELL'AMBIENTE RICEVENTE**
3. Diluizione iniziale realizzata nel punto della discarica nell'ambiente ricevente.

Annesso IV

L'annesso IV è rinumerato Annesso III. Un titolo è aggiunto ed i paragrafi 1,2,3 e 5 sono modificati come segue:

**ANNESSO III
CONDIZIONI DI APPLICAZIONE ALL'INQUINAMENTO TRASPORTATO
DALL'ATMOSFERA**

1. Il presente Protocollo si applica agli scarichi inquinanti nell'atmosfera in base alle seguenti condizioni:

- a) la sostanza scaricata è o potrebbe essere trasportata, date le condizioni meteorologiche, fino all'area del Mar Mediterraneo;
- b) il quantitativo della sostanza nell'area del Mar Mediterraneo è pericoloso per l'ambiente in considerazione dei quantitativi della medesima sostanza che pervengono nella zona con altri mezzi.

2. Il presente Protocollo si applica inoltre agli scarichi inquinanti nell'atmosfera che danneggiano l'area del Mar Mediterraneo, provenienti da fonti terrestri situate sul territorio delle Parti, e, con riserva delle disposizioni del paragrafo 2, dell'articolo 4, da strutture artificiali fisse collocate in mare.

3. In caso d'inquinamento dell'area del Mar Mediterraneo per via atmosferica in provenienza da fonti terrestri, le disposizioni degli articoli 5 e 6 del presente Protocollo si applicano progressivamente alle sostanze e fonti appropriate enumerate agli annexi I e II del presente Protocollo, secondo modalità da convenirsi tra le Parti.

5. Le disposizioni dell'annesso II del presente Protocollo si applicano all'inquinamento per via atmosferica ogni qualvolta necessario. Quando si valutano le ricadute atmosferiche di sostanze, e nel compilare gli inventari di quantitativi e di tassi di emissioni di inquinanti dell'atmosfera provenienti da fonti terrestri, l'inquinamento atmosferico è oggetto di un monitoraggio continuo e di una modellizzazione sulla base di metodologie e di fattori d'emissione comuni accettabili.

ANNESSO IV
E' aggiunto un nuovo annesso IV formulato come segue:

**ANNESSO IV
CRITERI PER LA DEFINIZIONE DI MIGLIORI TECNOLOGIE DISPONIBILI E DI
MIGLIORE PRASSI AMBIENTALE**

A. MIGLIORI TECNOLOGIE DISPONIBILI

1. Quando si fa ricorso alle migliori tecnologie disponibili, occorre porre l'accento sull'utilizzazione di tecnologie non produttive di rifiuti, qualora esse siano disponibili.

2. L'espressione "migliori tecnologie disponibili" indica i progressi più recenti (stato della tecnica) nei procedimenti, negli impianti o nei metodi di utilizzazione che consentono di sapere se una determinata misura per la limitazione degli

scarichi, delle emissioni e dei rifiuti, è appropriata a livello pratico. Per sapere se una serie di procedimenti, di impianti o di metodi di utilizzazione rappresenta la migliore tecnica disponibile in assoluto o in un caso particolare, occorre prestare attenzione:

- a) ai procedimenti, impianti o metodi di gestione comparabili, provati di recente e che hanno dato buoni risultati;
- b) al progresso tecnico ed all'evoluzione delle conoscenze e della comprensione scientifica;
- c) alla fattibilità economica di dette tecnologie;
- d) alle date limite di entrata in funzione sia per gli impianti nuovi sia per gli impianti esistenti;
- e) alla natura ed al volume degli scarichi e delle emissioni in oggetto.

3. Ne consegue che quanto costituisce la cosiddetta "migliore tecnologia disponibile" nel caso di un determinato processo, avrà nel tempo un'evoluzione in funzione dei progressi tecnici, dei fattori economici e sociali e dell'evoluzione delle conoscenze e della comprensione scientifica.

4. Se la riduzione degli scarichi e delle emissioni a seguito dell'applicazione delle migliori tecnologie disponibili non porta a risultati accettabili a livello dell'ambiente, dovranno essere applicate misure complementari.

5. Il termine "tecnologie" indica sia la tecnologia applicata sia le modalità di progettazione, di costruzione di manutenzione di utilizzazione e di smontaggio dell'impianto.

B. MIGLIORE PRASSI AMBIENTALE

6. L'espressione "migliore prassi ambientale" indica l'attuazione della combinazione più adatta di misure e di strategie di lotta ambientali. Nella selezione da effettuare per ciascun caso, andrà perlomeno esaminata la gamma delle misure progressive di seguito enumerate:

- a) l'informazione e l'istruzione del vasto pubblico e degli utenti circa le conseguenze per l'ambiente della scelta di tale o tal'altra attività, nonché della scelta dei prodotti, del loro uso e della loro eliminazione finale;
- b) lo sviluppo e l'applicazione di codici per una buona prassi ambientale, inclusivi di tutti gli aspetti dell'attività nel ciclo di vita del prodotto;
- c) una etichettatura obbligatoria che informa gli utenti dei rischi per l'ambiente di un prodotto, del suo uso e della sua eliminazione finale;
- d) il risparmio di risorse, in particolare i risparmi energetici;
- e) la messa a disposizione del vasto pubblico, di sistemi di raccolta e di eliminazione;
- f) la limitazione dell'uso di sostanze o di prodotti pericolosi e della produzione di rifiuti pericolosi;
- g) il riciclaggio, il ricupero e la riutilizzazione;
- h) l'applicazione di strumenti economici alle attività, ai prodotti o ai gruppi di prodotti;
- i) l'istituzione di un sistema di autorizzazione ivi compresa una

gamma di restrizioni o un divieto.

7. Per determinare la combinazione di misure che rappresenta la migliore prassi ambientale in assoluto o in casi particolari, occorrerà prestare attenzione, in particolare:

- a) al rischio per l'ambiente causato dal prodotto e dalla sua fabbricazione, utilizzazione ed eliminazione finale;
- b) alla sua sostituzione con attività o sostanze meno inquinanti;
- c) all'ampiezza del consumo;
- d) ai vantaggi o ai potenziali inconvenienti per l'ambiente delle materie o delle attività di sostituzione;
- e) ai progressi ed all'evoluzione delle conoscenze e della comprensione scientifica;
- f) ai termini di attuazione;
- g) alle conseguenze economiche e sociali.

8. Ne consegue che nel caso di una determinata fonte, la migliore prassi ambientale avrà nel tempo un'evoluzione in funzione dei progressi tecnici, dei fattori economici e sociali e dell'evoluzione delle conoscenze e della comprensione scientifica.

9. Se la diminuzione di quantitativi in seguito al ricorso alla migliore prassi ambientale non porta a risultati accettabili a livello dell'ambiente, dovranno essere applicate misure complementari e occorrerà ridefinire la migliore prassi ambientale.